



FUNDAÇÃO
CALOUSTE
GULBENKIAN



« Quelle Europe sociale après la crise ? »

3 décembre 2013

Tribune d'Isabel Mota

Mesdames et Messieurs,

Au nom du Conseil d'administration de la Fondation Calouste Gulbenkian et en mon nom, je suis heureuse de pouvoir ouvrir aujourd'hui ce débat.

Ce séminaire consacré à l'avenir du modèle social européen possède une signification spéciale car il inaugure la collaboration entre la Fondation Calouste Gulbenkian et Notre Europe - Institut Jacques Delors à la suite de la signature d'un protocole de coopération entre ces deux institutions, lors de la visite à Lisbonne du Président Delors au mois de juin dernier.

Ce partenariat compte d'ores et déjà plusieurs initiatives programmées pour l'année prochaine, tant à Paris qu'à Lisbonne, qui aborderont des questions fondamentales sur l'avenir de l'Europe, telles que la démocratie européenne et les nouveaux exercices de citoyenneté ou la question de la compétitivité de l'économie européenne. La motivation pour ces débats est d'autant plus grande que nous savons que ces thèmes occupent une place importante au sein de la discussion des prochaines élections européennes.

La viabilité du modèle social européen, sujet auquel est consacré le séminaire qui nous réunit aujourd'hui, est certainement une des questions centrales qui détermineront l'avenir de notre continent et dont la discussion ne peut être reportée davantage.

L'Europe et sa composante sociale ont toujours été au centre des préoccupations de la Fondation Calouste Gulbenkian. Je rappelle d'ailleurs que nous réalisions, déjà en 1997, une grande conférence internationale consacrée justement à l'Europe sociale et que Jacques Delors, grand ami de toujours de la Fondation et du Portugal, nous a fait l'honneur de clôturer.

À cette occasion, le Président Delors a dit : « Quand nous parlons de politique sociale, nous pouvons dire que celle-ci est au cœur-même de l'histoire des pays européens. C'est elle qui en a modelé les sociétés et l'organisation des pouvoirs et des institutions publiques. Et ce n'est pas en vain que l'on parle d'un modèle social européen et que certains d'entre nous insistent à le défendre, tout en l'adaptant à des circonstances complètement nouvelles ».

Cette affirmation, qui a presque vingt ans, demeure entièrement d'actualité et peut servir de point de départ à ce séminaire, en particulier à une époque où la dimension sociale de l'Union européenne reprend sa place centrale, alors que les politiques sociales et l'emploi occupent l'agenda européen.

Dans le contexte de crise qui est le nôtre, où les niveaux de pauvreté et d'exclusion sociale connaissent une hausse sévère - et je ne fais pas uniquement référence aux pays du sud ou à ceux qui font l'objet d'une assistance financière de la Troïka - la justice sociale devient un impératif que les dirigeants européens ne peuvent ignorer.

Voici trois questions sociales avec lesquelles l'Europe est aux prises et pour lesquelles il est urgent de trouver les meilleures solutions dans le cadre social européen.

- **Le chômage**, en particulier le chômage des jeunes, est une des causes premières de l'inégalité et, par conséquent, de tension entre les communautés. Il nous faut trouver de nouvelles façons de valoriser le capital humain dans lequel l'Europe a tellement investi et qu'elle ne peut pas gaspiller.
- **Le vieillissement** des populations est un énorme défi posé à l'Europe et qui exige que nous repensions les systèmes de pensions de retraite, la sécurité sociale et les soins de santé jusqu'aux questions d'accessibilité dans les villes.
- **Les migrations** : l'Europe a toujours vécu et grandi à partir de la diversité et la mobilité croissante de ses communautés. La question des modèles d'intégration des immigrés en Europe a de nouveau fait son apparition. Il est donc important de parvenir à un nouveau consensus autour de la promotion de politiques plus inclusives, auxquelles tous peuvent prendre part.

L'innovation sociale doit continuer de jouer un rôle très important dans la construction du modèle social européen. Au moment où l'Union européenne vit peut-être sa plus grave crise économique et sociale, l'innovation doit être considérée comme un processus essentiel de changement. En effet, il importe de promouvoir un changement structurel où la compétitivité de l'économie, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale puissent coexister de façon articulée.

Les fondations jouissant d'une vaste expérience en innovation sociale relèvent le défi de nouvelles responsabilités dans ce domaine, en particulier quand on assiste à un recul de l'État dans ses secteurs traditionnels d'intervention.

En effet, l'intervention des fondations - en raison de leur indépendance, de leur souplesse et de leur capacité à prendre des risques - peut jouer un rôle important, dans la mesure où elles peuvent tester et disséminer des pratiques innovantes de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'inclusion sociale.

En cherchant en particulier à obtenir un impact social, les fondations ont un effet incitatif eu égard à la création de conditions pour tester de nouvelles solutions aux problèmes sociaux qui peuvent, une fois l'épreuve des résultats surmontée, être adaptées et répliquées dans plusieurs contextes.

Par ailleurs, la proximité avec les problèmes et les institutions de terrain qui caractérise leur intervention est aussi un avantage comparatif pour les fondations aux fins de détection de pratiques efficaces d'innovation et de créativité qui pourront ensuite être disséminées.

C'est ce que la Fondation Calouste Gulbenkian fait en apportant une attention particulière à l'esprit d'entreprise et à l'innovation sociale qui sont des éléments structurants pour toute notre action.

Néanmoins, l'innovation ne peut uniquement se centrer sur les réponses. Il est important de repenser au préalable le modèle de développement par lequel nous projetons ces stratégies. Nous ne pouvons plus penser que c'est à l'État de régler ces problèmes. Bien sûr, l'État est un acteur décisif dans le processus, mais les autres secteurs - le privé et le troisième secteur - jouent aussi un rôle très important.

Il faut donc débattre du modèle social européen, non seulement dans le cadre du « Welfare State » mais plutôt dans sa définition en tant que « Welfare Society », fondé sur des modèles de gouvernance intégrée et de responsabilité intégrée.

Mesdames et Messieurs,

La solution au défi auquel l'Europe fait face aujourd'hui dépend pour beaucoup d'une réponse politique. Il est cependant essentiel que cette réponse implique tous les secteurs de la société dans un dialogue social aussi indispensable qu'utile.

L'objectif qui a présidé à l'organisation de ce séminaire est de réunir autour d'une même table un groupe de personnalités représentant les différents secteurs de la société pour contribuer, dans un contexte d'ouverture et de concertation, à l'élargissement de ce débat au niveau des institutions européennes sur l'Etat social.

Je vous remercie donc, tous autant que vous êtes, d'avoir accepté notre invitation, en particulier le Commissaire européen, Monsieur Lázlo Andor, qui nous parlera certainement, cet après-midi, des initiatives de la Commission européenne les plus récentes à ce propos, dont l'importance est attestée par la Communication de la Commission faite au mois d'octobre dernier, qui souligne justement le besoin de renforcer la dimension sociale de l'Union économique et monétaire.

J'espère que notre réunion d'aujourd'hui pourra contribuer à l'émergence de solutions et de points de convergence sur ces questions. C'est là le seul moyen de renouveler l'agenda de l'engagement européen qui nous lie.

Merci à tous.